



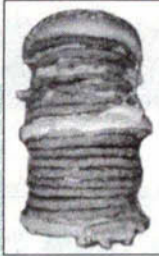
Réfugiés politiques p. 4

Les deux réfugiés basques Gorka et Eduardo finalement expulsés sans avoir été entendus des autorités!



Conserves de baleines p. 6

Les pays chasseurs de baleines cherchent par tous les moyens à épuiser cette espèce menacée.



Nos grands médiocres p. 8

Claude Picher, Radio-Cadenas et son Télépourriel en prennent pour leur rhume, encore une fois!

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 8 • n° 10

Juillet 2005

3,50 \$



Agrandir la Pompafric

A-t-on besoin d'un nouveau casino?

PAR MARCO SILVESTRO

« Je ne chante que pendant une heure et demie. Les gens doivent pouvoir retourner au casino pour perdre de l'argent... »

- Céline Dion, Las Vegas, 2004.

« Je n'associerai jamais le Cirque du Soleil avec une entreprise qui n'ait pas de conscience sociale. »

- Guy Laliberté, PDG, à la conférence de presse annonçant le partenariat avec Loto-Québec, 22 juin 2005.

LOTO-QUÉBEC A DONC DÉCIDÉ de déménager et d'agrandir sa principale *pompafric*, le Casino de Montréal, au bassin Peel du Canal Lachine, à la limite de Pointe Saint-Charles et du Vieux-Montréal. Dans le débat médiatique qui s'est engagé, les voix qui se font entendre le plus fort sont celles qui réduisent la complexité des enjeux à quelques traits simplistes: pour les uns, le déménagement du casino est la locomotive du re-développement d'énormes friches industrielles et la condition nécessaire à tout projet ultérieur. Pour les autres, cela signifie une augmentation presque automatique du jeu compulsif et de la criminalité. Mais les choses ne sont pas aussi simples.

Politique et gros bidoux

Confrontée à une régression des profits du Casino de Montréal en même temps qu'à une augmentation de la concurrence nord-américaine, Loto-Québec a décidé de s'inscrire résolument dans la chasse aux joueurs internationaux pour plumer ceux qui représentent moins de 20% de la clientèle mais plus de la moitié des revenus. Or pour loger le gogo le temps de lui faire les poches, ça prend des hôtels et l'Île Notre-Dame ne permet pas ce genre de choses.

Tous les néolibéraux et néoconservateurs internationalistes de Montréal se sont donc concertés pour proposer ce déménagement. Les organisations « publiques » Tourisme Montréal, Montréal International, la Société du havre — et bien d'autres — travaillent à la réalisation d'une vision commune: positionner Montréal comme métropole internationale de premier plan en misant sur les activités économiques à valeur ajoutée (services, électronique et aéronautique, finance, tourisme, jeu, habitat de luxe). Pas de place là-dedans pour les ouvriers: dans ce Montréal de demain, on a besoin de travailleurs spécialisés formés aux besoins des entreprises de pointe.

Or le casino est le site touristique le plus fréquenté à Montréal (6,3 millions de visites en 2004), il a besoin d'être agrandi et les « développeurs » disposent d'un beau paquet de terrains industriels dont on ne sait trop quoi faire compte tenu des coûts de décontamination. L'occasion est belle de profiter des énormes investissements publics que générera le déménagement afin de lancer officiellement la course aux profits. (Loto-Québec, qui « a des baisses de rentabilité », investit pourtant un milliard dans son complexe de fumisterie chromée) Le propriétaire des terrains les plus contaminés, le CN, après avoir abandonné ses employés à la multinationale française Alstom qui les a tous licenciés avant de se tirer, a déjà une entente de principe avec la firme étas-unienne Cherokee qui se spécialise dans l'achat de terrains contaminés, le traitement des sols et la revente de terrains propres à des promoteurs immobiliers. Mais voilà qui vient encore brouiller les cartes: elle veut acheter 95% des terrains du CN disponibles, en plus d'occuper le bassin Peel. Et dans dix ans, on transformera les habitations de Pointe St-Charles en village de schtroumpfs comme à Mont-Tremblant?

Il est intéressant de constater que presque tous les gros noms de la filière conservatrice sortent dans les discussions autour du projet. La Société du havre, mise sur pied par Gérald Tremblay, a la mission de penser le re-développement de tout l'ouest du Vieux-port, incluant les terrains du CN, le Technoparc, l'autoroute Bonaventure et *tutti quanti*. Le CA de cette société est présidé par Lucien Bouchard et est notamment constitué de Yvon Lamarre (ancien bras droit du Chef Drapeau et grand dénigreur du pouvoir citoyen), Benoît Labonté (ancien président de la Chambre de commerce Montréal-Métro) et Michel Paquin de l'Institut de développement urbain (lobby des promoteurs immobiliers).

Loto-Québec entretient quant à elle des liens avec Magna Entertainment, la compagnie de la famille Stronach qui exploite des hippodromes. Or Brian Mulroney, ancien patron et néanmoins ami de Lulu Bouchard, siège sur le CA de Magna International, la compagnie mère des Stronach, en compagnie de Mike

« the Butcher » Harris, ancien premier ministre de l'Ontario, législateur des casinos et grand croisé de la lutte aux pouilleux. (Collectif La Pointe d'espace libertaire www.lapointelibertaire.org) Après la filière libérale de la tentative d'installation du CHUM à Outremont, on

L'ILLUSION DES JEUX!!!



serait aux prises avec la filière conservatrice impliquée dans les jeux d'argent? Il faudrait commencer à poser des questions à savoir qui serait en lice pour réaliser les projets et acheter les terrains...

Le Cirque du soleil, entreprise sans but lucratif qui fait néanmoins du *cash* à pleines poignées à Las Vegas, s'associe au tout et assurera la direction artistique et créative complète du projet. Laliberté vient une fois de plus montrer qu'il n'est qu'un vendu déguisé en honnête homme. Car malgré son discours humanitaire et son image de bon citoyen corporatif, Le Cirque du Soleil ne s'est jamais gêné pour frayer avec les plus gros capitalistes et, en réalité, base toute sa stratégie d'affaire sur la vente du rêve, de l'illusion et de la magie — tout à fait compatible avec un casino. Sans parler de l'industrialisation du cirque...

Maintenant que le Monsieur Glad du capitalisme culturel s'associe avec Loto-Québec (qui en avait bien

Voir page 6: Casino

LE CENTRE DE L'UNIVERS



Another world tour is possible

LE 12 JUIN 2005, 121 000 personnes marchaient vers l'Île Sainte-Hélène pour engraisser la grosse machine du festival canadien de haute mécanique pour millionnaires, crissements de pneus et pollution excessive en prime, le tout par une chaleur infernale sauce extra smog. Tout ça pour des chars qui tournent en rond et vont finalement nulle part...

Le 18 juin 2005, environ 300 personnes marchent dans les rues de Montréal — certaines iront jusqu'à Ottawa — afin de dénoncer la haute mécanique étatique canadienne en matière d'immigration, c'est-à-dire toute cette pollution de détentions arbitraires, d'expulsions arbitraires et de déportations vers les pays qui pratiquent la torture. Tout ça pour des gens qui voudraient bien aller librement quelque part, fuyant la pauvreté ou la guerre pour les ressources comme le pétrole qui gave ces bolides...

Chaque année, les riches volent la ville pour se payer un gros trip de testostérone avec des *pitounes* objets sur le *hood* des chars pour vendre n'importe quelle marchandise, du champagne et du caviar déductibles d'impôt servis par des serveuses et des serveurs payés chichement et des prostituées qui se déplacent de par le vaste monde pour ce type d'événement. Et ce cirque merdique tourne librement autour du monde, jouit d'une popularité sans borne auprès des gens souvent exploités par ce même système, celles et ceux qui ne pourront jamais se payer ces automobiles inutiles coûtant parfois jusqu'à 300 000 \$ dans leur version « grand public ».

Mais chaque année également, les pauvres qui ne sont pas nés dans un pays situés du « bon » côté du système d'exploitation capitaliste sont toujours traités davantage comme des marchandises périmées sans droits que les États rejettent, emprisonnent et méprisent.

Nous vivons vraiment une époque formidable.

MARTIN PETIT

Expertises

Le 4 juin 2005, Bernard, aveugle depuis sa naissance, s'est prononcé contre la calligraphie et la peinture. Le 5 juin 2005, Louise, sourde depuis sa naissance, s'est prononcée contre le téléphone et la musique. Le 6 juin 2005, Benoît XVI, puceau depuis sa naissance, s'est prononcé contre la sexualité hors mariage et la contraception.

Mots célèbres

Gouverner

« Je croyais être indécis mais je n'en suis plus certain. » Robert Bourassa

Constance

« Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis, c'est ce que j'ai toujours dit. » Jacques Chirac

Lumineux

« L'intelligence artificielle n'est rien comparée à la stupidité naturelle. » Thomas Edison

Peinture

« Art de protéger les surfaces plates contre les intempéries et de les exposer à la critique. » Ambrose Bierce

Indigeste

« Si vous lisez Gide tout haut pendant dix minutes, vous commencez à sentir mauvais de la bouche! » Francis Picabia

Pollution

« L'argent n'a pas d'odeur, mais à partir d'un million il commence à se faire sentir. » Tristan Bernard

Main-d'oeuvre

« La forme même des pyramides d'Égypte montre que déjà les ouvriers avaient tendance à en faire de moins en moins. » Will Cuppy



Joindre le futile au profitable Party de retour du correspondant du Couac au Brésil

Le Couac n'ayant qu'un seul correspondant à l'étranger, son retour au bercail est l'occasion de fêter en grand, d'autant plus que les membres de la rédaction partagent une passion délirante pour les soirées mondaines bien arrosées.

Le Couac invite donc tous ses lecteurs au Gros Party du Grand Retour™, le Samedi 30 juillet à 20h00 à l'Espace Eva B. (2025 Saint-Laurent, entre Ontario et Sherbrooke - Métro St-Laurent).

On ouvrira la soirée en musique avec le duo Pax Nipponica, composé d'un génie du laptop et d'un guitariste sexy. L'hypnotique DJ Brouuune fera ensuite spinner les platines jusqu'aux petites heures pour vous faire danser comme des cinglés.

La bière sera pas chère et bem gelada (« bien gelée », comme on dit au Brésil), les conversations sont garanties trépidentes et/ou absurdes — et la piste de danse toujours pleine. Et si vous êtes fins, vous aurez peut-être droit à une surprise...

Le minime droit d'entrée de 5\$ permettra à votre canard préféré de continuer à aiguiser ses dents sur la connerie humaine.

Espaces branchés à louer



Eva B., Boutique unique et underground, loue l'endroit le plus wild à Montréal: énorme loft sur deux étages.

Boutique et espace Eva B.
2013, boul. St-Laurent
514 849-8246 www.eva-b.com

COURRIER DES LECTEURS

Des nouvelles de Guindonville

Mi-juin, le maire de Val David D. Asselin inaugurait en grandes pompes le chalet d'accueil du parc Dufresne, chalet appelé Anne-Piché en mémoire de la conseillère décédée tragiquement l'an passé. Fort bien, mais pas un mot par contre sur la famille Guindon qui, malgré tout, a contribué grandement à la réalisation de ce projet. C'est sur la terre de M. Yvon Guindon que l'on a érigé ce « monument » qui, soit dit en passant, ne devait rien coûter grâce au mécénat, alors que la facture est passée à plus de 200 000\$. Lorsque l'on connaît tout ce qu'il reste à faire pour réaliser le parc (achat des autres terrains, expropriation du promoteur Cousineau), on se dit que la note risque d'être pas mal salée pour les contribuables. Par contre, toujours rien sur les logements sociaux et abordables qui font cruellement défaut à Val David et dont l'actuel conseil municipal semble ignorer la problématique. On a bâti ce chalet sur les braises encore incandescentes des sept maisons de Guindonville, sans se soucier des valeurs morales et humaines qui devraient être celles de toute communauté qui se respecte.

Jean-Pierre Charce,
Val David

Agent Trouble

J'ai lu avec attention la controverse entre Pierre Falardeau et la NEFAC dans Le Couac de juin 2005. Le texte de Michel Nestor (NEFAC) sur l'extrême droite me semble fort instructif. Les commentaires enflammés de Pierre Falardeau à son endroit n'ont en rien diminué mon intérêt. En fait, le texte de Michel Nestor

fait le constat que le cinéaste Falardeau appuie ouvertement un mouvement ultra-nationaliste et à tendance d'extrême droite, soit le Mouvement de libération nationale du Québec (MLNQ). En lisant le texte de Falardeau, je n'ai jamais vu un mot défendant, corrigeant ou expliquant les positions « particulières » de ses amis du MLNQ et de leur chef Raymond Villeneuve (dit Le Marteau) sur l'immigration et « la lutte pour la conservation et l'édification de notre caractère racial » de leurs alliés, les Fils de Vinland. Tout au long de son texte, Falardeau ne fait que vomir sur la NEFAC et ne répond à rien, si ce n'est que de dire qu'il ne peut (ses amis aussi ne peuvent probablement pas) être raciste(s) puisque « Le peuple québécois subit le racisme (...) depuis 244 ans. » Si tous les gens qui ont été victime de racisme dans le monde étaient immunisés contre le racisme, j'ai l'impression que la paix règnerait sur terre, mais je ne suis pas Pierre Falardeau. Pour conclure, il apparaît clairement que le créateur d'Elvis Gratton 1, 2 et 3 ne sait que répondre lorsqu'il est accusé de s'associer à des groupes d'extrême droite et qu'il préfère se cacher derrière des feux d'artifices d'injures et d'accusations gratuites pour détourner l'attention. Cette stratégie me laisse croire qu'il a peur d'affronter le sujet et cette peur me laisse croire qu'il est en accord avec les propos ultra-nationalistes du MLNQ.

Charles Gagnon
(pas l'ex-felquist)

P.S. Que Falardeau soit sans inquiétude sur mes intentions. Je suis simplement en désaccord avec lui, comme bien d'autres gens au Québec qui ne sont pas pour autant des agents doubles de la GRC, de la SQ, de la CIA ou du Mossad.

Il persiste et signe

L'Inquisition a condamné Galilée il y a près de 400 ans. Ce scientifique qui faisait reculer l'ignorance sur le cosmos a été déclaré ennemi de la vérité au nom d'une interprétation dogmatique de la Bible.

Maintenant que l'on connaît des technologies médicales qui serviraient à rendre la vie meilleure, Benoît XVI s'interpose et se lance dans la politique active de contestation d'un processus démocratique qui donne le dernier mot au peuple italien sur l'utilisation de cellules souches pour la recherche et le traitement de maladies encore invincibles. Ce qu'il s'empresse de faire quand le libre choix en terme de planification des naissances et la mise en place de mesures prophylactiques contre le sida seraient de bon aloi.

Faudra-t-il 400 autres années pour qu'il rectifie le tir en faveur de connaissances et de techniques approfondies? En tout cas, la politique du Vatican — puisque c'est de ça qu'il s'agit malgré la couverture « éthique » — ne correspond pas à l'idée que la plupart des gens se font maintenant d'une société en progrès constant depuis les grands débats sur le droit à l'avortement.

Guy Roy,
Lévis

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, envoyez une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

► PLOGUES

Spectacle Nature

Le 9 juillet, la scène du lac Castor s'anima avec une réunion d'une vingtaine d'artistes. Cette soirée festive réunira Tomàs Jensen et les Faux Monnayeurs, Manouche et les Tireux d'Roches. Le lac Castor en Mauricie est une coopérative qui offre l'hébergement en huttes, en chalets et en camping dans un environnement culturel et communautaire. Le prix du billet (20\$) offre l'accès au site, aux embarcations, aux randonnées et aux activités. On peut y planter sa tente pour 15\$. Sous la rubrique « castor su'l'pouce » au www.lacastor.com, vous pouvez profiter d'un covoiturage. Il n'y a donc aucune raison de manquer l'événement qui aura lieu beau temps, mauvais temps, puisque la salle de spectacle est couverte. Billets: Le lac Castor: 819-268-3339

Êtes-vous un Petit Futé?

Il est format de poche, en papier recyclé et contient des tonnes de renseignements sur tout le Québec écolo. Le menu est à la carte par secteur d'intérêt. C'est pratique et facile à consulter. Pourquoi s'en priver?



Êtes-vous un Petit Futé ?

Guide Bio Nature + équitable, Petit Futé, 2005, 160 p.

Cégeps Verts du Québec

Après les Établissements Verts Bruntland, voici les premiers Cégeps Verts. La certification est octroyée par ENvironnement JEunesse aux cégeps qui se démarquent en mettant en place un plan de gestion environnementale au sein du collège. Cinq des plus importants cégeps et collèges de la région montréalaise ont rencontré les critères de certification de premier niveau, soit: le Collège Ahuntsic, le Collège André-Grasset, le Collège Bois-de-Boulogne, le Cégep Marie-Victorin et le Collège de Rosemont.

Dès l'automne 2005, le programme sera ouvert aux cégeps et collèges de toutes les régions du Québec!

L'été en chute libre

Vient tout juste de paraître Le Guide des Chutes du Québec qui recense 111 chutes encore dans leur état naturel, accessibles par voie terrestre. Le Guide permet de découvrir ces endroits discrets et préservés et constitue un pas de plus dans la lutte pour la préservation de nos sites naturels. Le Guide des Chutes du Québec est en vente en librairie ainsi qu'au bureau de la Fondation Rivières (5834, rue Clark, Montréal) et à la Maison des cyclistes (1251, rue Rachel Est, Montréal), au prix de 29,95\$. Fondation Rivières (514) 272-2666 (ligne sans frais: 1 866 774-8437)

Pauvre de nous

La coopérative vidéo de la rivière du nord lancera bientôt son premier long métrage documentaire intitulé « Pauvre de nous ». La première du film aura lieu le 7 juillet à 19h00 au cinéma ONF à Montréal au coin des rues St-Denis et Maisonneuve. Il s'agit d'un regard sur le mouvement indépendantiste québécois à travers la couverture d'activités à saveur politique et de différentes entrevues avec des personnalités du monde politique, notamment avec Gilles Duceppe, Bernard Landry, Jacques Parizeau, Denis Coderre, Mario Dumont, Monique Richard, Pauline Marois, Amir Khadir, François Saillant ainsi que des personnalités du monde artistique dont Raymond Bouchard et Julien Poulin. Cette production a été réalisée grâce à la participation financière du Forum Jeunesse des Laurentides.

Pour plus d'information contacter: Simon Geraghty (450) 565-9696 (514) 739-7076 simon@coopvideo.com

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.

OFFRE SPÉCIALE
Un an 25 \$ taxes incluses

- Abonnement d'un an: 30,42\$ + taxes = 35,00\$
- Abonnement de deux ans: 52,15\$ + taxes = 60,00\$
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = 60,00\$
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = 260,00\$
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = 50,00\$



Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017



Vous voulez collaborer au Couac? Vous pouvez nous faire parvenir vos textes/dessins/photomontages par courriel, via notre site Internet: www.lecouac.org.

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau

« Vice-président à l'information et éditeur adjoint »: David Ledoyen

Co-Rédacteurs en chef: Jacques Bouchard, Bruno Dubuc, Marco Silvestro

Collaborateurs: Isabelle Baez, Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Dominique Charland, Claude G. Charron, Gabrielle Gagnon, Clode De Guise, Sylvio Le Blanc, Jean-François Mercure, Martin Petit, Michel Rioux, Valentin Tardi, Pierre Vadeboncoeur.

Illustrations et photos: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Luc Giard, Kérozen, Serge Ferrand, Charlotte Lambert, Marco Silvestro, Sniper, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Imprimé par: les travailleurs et travailleuses syndiqué-es de Payette et Simms inc.

Distribué par: Messageries de Presse Benjamin Inc.

Nous remercions chaleureusement Charlie Hebdo pour sa collaboration.

Abonnement et publicité: lecouac@vif.com (514) 596-1017.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec

Le mépris n'aura qu'un temps! Vraiment?

«Ce qui nourrit la révolte, au Québec comme partout dans le monde, ce n'est pas la pauvreté, c'est l'humiliation. Ce qui enferme les hommes dans le ghetto des névroses et du malheur, ce n'est pas nécessairement la misère; c'est un certain regard que posent sur vous les autres et qui vous nie dans votre être profond.»

Jean Daniel, Octobre 70

À l'hiver 1971, les travailleurs à l'emploi de Forano, à Plessisville, vivaient un conflit depuis quelques mois déjà. Assis à l'arrière d'un autobus scolaire transformé en local de grève, deux grévistes venus se réchauffer discutaient de leur situation. L'un, la jeune vingtaine, ne cessait d'aligner des chiffres pour démontrer à son camarade, dans la soixantaine celui-là, quelle somme d'argent la grève lui faisait perdre chaque semaine et le temps nécessaire pour récupérer le salaire perdu. Tirant de longues bouffées de sa pipe, le plus

Le mépris et le respect. L'humiliation et la dignité. Combien de fois, dans la vie syndicale, ce sont-ils affrontés, parfois violemment? Les chansons de grève, les pancartes spontanément écrites en témoignent avec éloquence.

En 1974, les 80 travailleurs à l'emploi de Canadian Gypsum, à Joliette, étaient en grève depuis près d'un an quand le juge G.H. Montgomery leur a interdit de faire du piquetage à moins de 1500 pieds de l'usine. L'ordre de Cour, adressé à des travailleurs unilingues français, était rédigé dans la seule langue anglaise! Toute la population s'étant sentie humiliée, une solidarité exceptionnelle avait surgi. Ce dont témoigne une publication de l'époque: « Avec l'aide de la population, ils peuvent retrouver une dignité qu'on leur refuse depuis longtemps. »

Il y a une dizaine d'années, les journalistes du quotidien *Le Soleil* déclenchaient la grève. Alors propriétaire du journal, Conrad Black rêvait de faire un journal sans journalistes. Pour lui, tel que cité par *The Gazette*, les journalistes étaient « des chacals qui grouillent et qui grognent; des dégénérés accrochés à l'alcool et aux drogues, intellectuellement malhonnêtes et insuffisamment supervisés... »

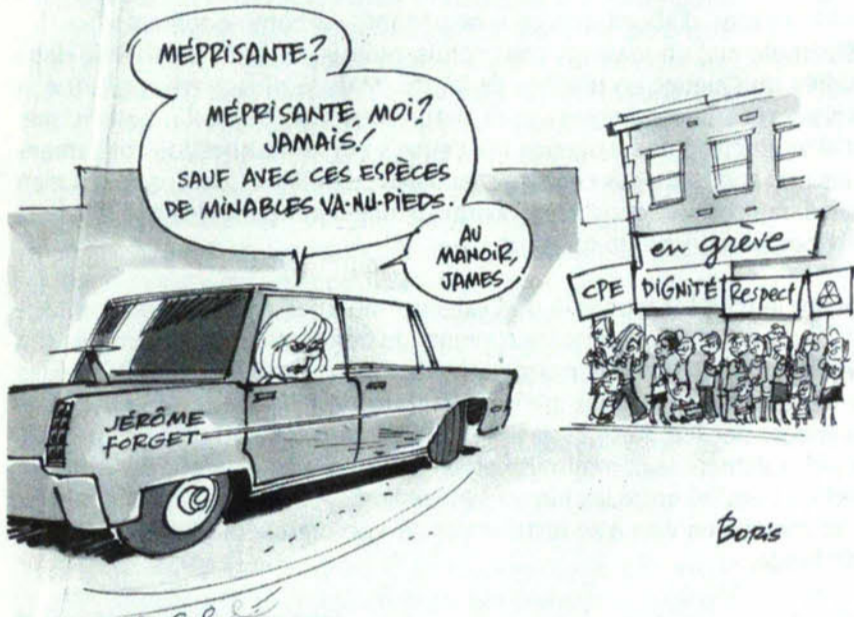
Une charpente sans charpentiers... Un mur de plâtre sans plâtriers... Un mur de briques sans brique-

teurs... « Un certain regard posé sur vous, et qui vous nie... »

Le mépris n'a pas de siècle et n'a pas d'âge. Le mépris frappe dans tous les milieux, aussi bien au détour d'une rue qu'à l'échelle des destructions guerrières. Pour Camus, d'ailleurs, « le fascisme, c'est le mépris ». Et, ajoutait-il, quand le mépris intervient en politique, il instaure le fascisme.

Le mépris n'a pas de siècle et n'a pas d'âge. Si on veut croire qu'autre chose est possible, il faut s'acharner à écouter le cinéaste Arthur Lamothe qui, dans un film de 1970, avait crié que *Le mépris n'aura qu'un temps!* Même si ce n'est pas toujours évident quand on voit aller Jean Charest pour l'ensemble de son oeuvre, Jérôme-Forget et les employés de l'État, Jean Lapierre et Pierre Pettigrew avec Gilles Duceppe, Carole Théberge et les employées des CPE, Jacques Corriveau, Jean Lafleur, Jean Chrétien. Sans compter tous ces commentateurs du ROC qui n'ont de cesse de nous arroser de leur bile!

MICHEL RIOUX



âgé écoutait sans mot dire. Jusqu'au moment où il expliqua ceci: « D'abord, mon gars, tous tes calculs sur les salaires valent pas grand-chose. Parce que si l'abbé Masson était pas venu fonder un syndicat ici en 1942, qui sait où seraient nos salaires aujourd'hui? Pis je vais t'ajouter une chose. C'est vrai que quand on est sorti en grève, c'était pour du salaire. Mais après quatre mois, ce qui compte, c'est que quand les barrières de l'usine vont rouvrir, on puisse regarder le boss en pleine face et ne pas avoir honte. »

Dans ses mots à lui, ce simple travailleur rejoignait sans le savoir l'idée qu'avait exprimée l'année précédente Jean Daniel, le directeur du *Nouvel Observateur*, à l'occasion de la Crise d'octobre.

Ceux pour qui les ressorts de la nature humaine ne seraient mus que par des colonnes de chiffres passent tout simplement à côté de l'essentiel. À côté de ce qui détermine les gestes les plus inexplicables, les moins logiques et pourtant les plus forts et les plus conséquents. À côté de la vie.

Course à la chefferie du Parti québécois

Une souris et des hommes

QUI GAGNERA LA COURSE? Plusieurs candidats se sont déclarés, qui feront la lutte à Pauline Marois, candidate depuis déjà longtemps. Petite revue rapide.

D'abord, Pauline Marois elle-même. Elle est peu populaire. Elle pourrait jouir d'une éventuelle solidarité féminine, mais en général, les Québécoises ne semblent pas avoir ce réflexe, ce qui, au fond, est une bonne chose. Il vaut mieux juger les personnes sans tenir compte du sexe. Mme Marois a beaucoup d'expérience mais peu de charisme.

Louis Bernard, le candidat-surprise. Il connaît mieux que quiconque les rouages de l'État québécois. Il donne à l'indépendance la place qu'elle mérite, c'est-à-dire la première. De belles qualités et beaucoup d'entregent. Il risque, pour cause de soixantaine, de se heurter à l'âgisme à sens unique qui a cours au Québec et ailleurs, selon lequel les vieux auraient généralement tort et les jeunes, généralement raison.

L'ancien chef des Verts, dont, comme tout le monde, j'oublie le nom, a d'excellentes chances de fermer la marche, épargnant à ses rivaux la honte d'arriver dernier. La cause écologique mériterait mieux.

La vedette André Boisclair ne nous a pas épargné son cabotinage, se proclamant sans vergogne « le meilleur ». La Presse, feuille fédéraliste, a fait état en manchette à la une de son homosexualité, qui n'a pas tant d'importance. Lorsqu'il était encore ministre, il était de ceux qui s'apitoyaient sur le sort de la classe moyenne, oubliant que ce sont les pauvres qui souffrent. Cela fait un curieux social-démocrate.

Richard Legendre est entré dans la course. C'est un as du tennis. Sur le court, on se dispute une balle. En politique, il y a cent balles à la fois, dans toutes les directions. L'homme est très sympathique et semble être un leader naturel. Il a raison de se préparer pour la prochaine fois.

La suite au prochain numéro.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Ben Laden à Montréal

Oussama ben Laden aurait été aperçu dans un restaurant grec de l'avenue du Parc fréquenté par le jet set international. Selon une source fiable, le leader d'Al Quaida tournerait un nouveau vidéo-clip dans un pit de sable désaffecté des Laurentides. Luc Plamondon aurait collaboré aux textes, et Robert Lepage à la mise en scène. La diffusion est prévue pour la rentrée de septembre. On nous promet un succès planétaire.

Ils nous reste quelques autocollants. 1 \$ chacun, taxes et port inclus.

Commandez par courriel: lecouac@vif.com



Les caribousaurus de La Presse

ÉNOUËTE GOMERY, déconfiture de nos gouvernants, départ fracassant de Landry, le Québec semble voué à de profonds changements, ce qui fait qu'il est risqué de prédire quoi que ce soit. Mais certains osent quand même encore jouer au prophète. Comme ce Vincent Marissal qui a qualifié de « caribousaurus » les radicaux du PQ, un surnom qui colle tellement bien à ses patrons à *La Presse*.

Par cette contraction des mots caribou et dinosaure, le journaliste tente de démontrer: a) que le radicalisme des « purs et durs » du PQ risque de produire l'effet caribou, et b) que ces dits radicaux sont une espèce dépassée. Quatre jours avant le dévoilement du fumeux néologisme, sa consœur Lysiane Gagnon rétablissait le lien entre « séparatistes » et caribous. Traitant de radicalisme, elle écrit: « Les péquistes seraient-ils tous devenus des caribous, du nom de ces grands cervidés qui se sont suicidés en masse il y a plus de 20 ans en se jetant dans une rivière en crue? »

La mort éventuelle du PQ semble chagriner ces deux journalistes de *La Presse*. Mais pourquoi s'inquiètent-ils? Une indépendance sans association ni partenariat avec le Canada, cela va exactement dans le sens du très chéri *Clarity Bill*. Et tant mieux si une telle orientation entraîne la mort du séparatisme! N'est-ce pas ce que papa Desmarais veut? Sabrons le champagne!

La réalité est tout autre. Par les temps qui courent, on n'a vraiment pas envie de fêter dans les salons westmountais et la démission de Landry n'arrange rien. Une course à la chefferie risque fort d'entraîner un vrai débat sur le mode d'accès à la souveraineté, ce qui n'a pas été fait au congrès. Adieu toute la gentille bonhomie que Bernard Landry avait réussi à installer dans de parti.

La panique s'est donc installée en permanence chez nos mercenaires du clavier. Le 30 mai, Pratte a eu beau déplorer le silence fédéraliste et tenter le 4 juin de faire peur au monde en statuant que le PQ est redevenu celui de Parizeau (quelle infamie!), cela ne fonctionne plus. Même résultat quand, le 8 juin, Dubuc écrit que le parti maudit n'en est plus un d'idées (!). Ces coups de matraques n'ont aucun effet. Les sondages continuent à être désastreux et il y a risque d'effet domino si jamais les Lapierre, Frula et Pettigrew étaient battus lors du prochain scrutin.

La situation exige un important remuement. On décide « d'instruire » la population sur le fait qu'un grand nombre de ces « purs et durs » sont de vieilles personnes avec de vieilles idées. Est-ce le choix de Bazzo ou est-ce Pratte, Dubuc ou Roy qui ont cédé leur place à Marissal pour que, ce 13 juin, quelqu'un aille faire ce portrait vieillissant du PQ à *Indicatif Présent*? Quelle chance en tout cas que le dit portrait se fasse en tandem avec Jean-Herman Guay! Il y a tellement de séparatistes, tels les Pedneault, Facal et... ces Zapartistes, qui hantent maintenant la boîte.

Et aux questions de Bazzo, on charrie comme on ne peut plus. Vincent Marissal: « Les radicaux qui contrôlent le parti sont tous âgés. » (Ah oui? Et les Sacha Gauthier, Bock-Côté et Saint-André qui se sont exprimés haut et fort à la commission A du congrès? Tu les trouves vieux?) Jean-Herman Guay: « Il y a des jeunes députés péquistes qui promettent. » (Les trois mousquetaires? Jonathan Valois qui véhicule la malencontreuse et étapist

idée du référendum par initiative populaire?) JHG: « Les péquistes prennent les électeurs comme s'ils étaient des gens qui ne comprennent rien. Ils ont une approche léniniste: « Vous ne voulez pas de l'indépendance? On va vous convaincre que c'est bon pour vous. »

Des dinosaures. Si la moitié des Québécois se dit favorable à la souveraineté, ceux parmi eux qui lisent *La Presse* doivent donc l'être très majoritairement. Qui de *La Presse* ou du PQ prend davantage le monde pour des cruches? Comme jadis nos évêques, le tandem Pratte-Dubuc se sent imbu d'une mission: enseigner la soumission. Avez-vous vu comment, au lendemain de la décision de Duceppe de rester à Ottawa, Pratte a joué dans la même talle que ses amis du ROC? Bien qu'il ait fustigé Lapierre d'avoir traité Duceppe de lâche, il tourne lui-même autour du pot. Et si Duceppe était parti il l'aurait accusé de sacrifier le Bloc pour ses ambitions personnelles.

Caribous et fiers de l'être. Verra-t-on un jour *The Gazette* presser ses lecteurs à fréquenter les cégeps français? À *La Presse*, on accepte béatement que les jeunes néo-Québécois préfèrent Dawson ou Vanier aux cégeps du Vieux-Montréal et de Maison-Neuve. Tant pis pour les lecteurs en moins. Après tout, la famille Desmarais ne se sert du journal que pour ses fins de propagande. Elle a d'autres créneaux où les affaires vont bien. Et tant pis si PKP s'offre des bols comme Franco Nuovo. Après nous le déluge!

CLAUDE G. CHARRON

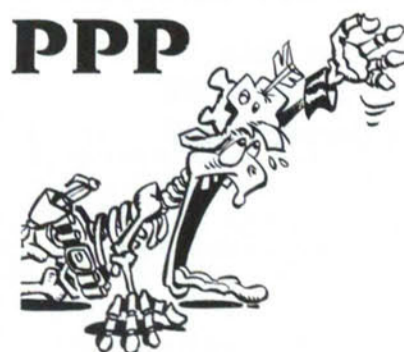
Mauvaise nouvelle

Un candidat libéral l'a finalement emporté lors d'élections partielles tenues au Labrador (les récents cadeaux à Terre-Neuve auront vraisemblablement aidé). Le gouvernement minoritaire de Paul Martin pourrait donc tenir plus longtemps qu'on ne le pensait, si l'appui du NPD se maintient, bien entendu.

Standing

Le 4 juin dernier, *La Presse* publiait un dossier de trois pages sur les « toilettes intelligentes ». Des consommateurs n'hésitent pas à payer jusqu'à 6 500 \$ pour une toilette électronique. « C'est une question de standing », a confié un vendeur de ces cuvettes « révolutionnaires » à la journaliste d'enquête du quotidien de référence de la rue Saint-Jacques.

Ne s'agirait-il pas plutôt d'une question de sitting? Le standing étant, comme de raison, l'apanage des urinoirs.



« Le Québec manque de cadavres » (*Le Journal de Montréal* 9-6). Le gouvernement Charest songerait à créer un nouveau programme de réinsertion sociale sur mesure pour les Hell's Angels, en leur proposant un partenariat public-privé, afin de régler ce petit problème de santé publique.

Le Canada n'a-t-il rien appris de l'affaire Arar ?

GORKA PEREA ET EDUARDO PLAGARO, les deux Basques qui avaient trouvé refuge au Canada, ont été extradés le 4 juin dernier vers cette même Espagne qui les avait torturés. Le Canada n'a-t-il donc rien appris de l'affaire Arar ?

Nous voudrions rappeler ici quelques faits ayant ponctué les 8 ans de leur enfer kafkaïen dans le « pluss meilleur pays du monde », des faits qui questionnent à notre avis sérieusement l'intégrité du système de justice canadien en terme d'immigration.

Débutons par le plus scandaleux de tous, à savoir qu'aucun juge ou ministre n'a jamais voulu entendre leur témoignage, c'est-à-dire le récit détaillé de leur torture (coups au visage, à la tête, sur les oreilles, pression sur les testicules, menace avec poing américain, un fusil, du haut d'une fenêtre, privation de sommeil et de nourriture, etc). Alors que les pires tueurs en série ont droit à une défense digne de ce nom dans ce pays, ni la Cour d'appel, ni la Cour supérieure, ni le ministre de la Justice du Canada de l'époque, Martin Cauchon, n'ont daigné laisser les deux militants indépendantistes basques raconter comment ils avaient signé sous la torture des aveux d'incendie criminel leur ayant valu 6 et 7 ans de prison, tout en étant en même temps acquittés de faire partie de l'ETA. Quant à la dernière instance juridique du pays, la Cour suprême, elle a tout simplement refusé d'entendre leur cause le 21 avril dernier...

En fait, seule la Commission de l'immigration et du statut de réfugié avait daigné entendre le récit de leur torture à leur arrivée au pays en 1997. Et selon leur avocat, tout portait à croire que le statut de réfugié allait leur être accordé.

Le jugement de la Cour d'appel n'est d'ailleurs pas loin d'être une insulte à l'intelligence puisque d'une part, il admet « que de nombreux rapports émanant d'organismes internationaux crédibles fassent état de cas de torture » en Espagne, mais que d'autre part, il soutient qu'il n'existe pas de « risque sérieux de torture » pour les deux Basques si on les retourne en Espagne.

Et que dire de la visite officielle que José Maria Aznar, alors premier ministre espagnol, a rendu à Jean Chrétien les 29 et 30 mai 2001 pour discuter « de questions bilatérales, dont le commerce et l'investissement » ? Une semaine plus tard, une demi douzaine d'agents de la GRC débarquaient chez les Basques fusil au poing pour les enfermer plus de deux ans à la prison de Rivière-des-Prairies. L'Espagne venait de faire une demande d'extradition à leur endroit, comme par hasard une semaine après qu'Aznar eut parlé « affaires » avec Chrétien...

Autre fait troublant : depuis 1999, la loi canadienne sur l'immigration fait dorénavant passer l'extradition avant toute demande de statut de réfugié. Le Canada qui se targue d'être une terre d'asile institue ainsi la primauté de la parole des États tortionnaires sur celle des réfugiés. Pire, dans le cas des Basques, cette loi a été appliquée de manière rétroactive puisque leur demande d'asile avait été faite en 1997.

Finally, leurs droits fondamentaux ayant été bafoués par le Canada en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Article 14: Devant la persécution, toute personne a le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays.), les deux hommes se sont tournés vers le comité contre la torture de l'ONU. Après tout, le Rapporteur spécial des Nations Unies n'avait-il pas interpellé en 2002 le gouvernement espagnol relativement à une série de cas de torture et de mauvais traitements perpétrés par des corps policiers à l'endroit de détenus provenant du Pays Basque ? Mieux : un rapport de ce comité ne s'était-il pas récemment inquiété du fait que le Canada se réserve exceptionnellement le droit de renvoyer un réfugié dans un pays pratiquant la torture ? (Le Devoir, 21-5) Et la juge Louise Arbour n'admettait-elle pas que cet arrêt rendu par la Cour suprême du Canada, alors qu'elle-même y était juge, devrait être revu ? (Radio-Canada, 13-6)

Effectivement, tout cela était exact, mais c'était sans compter sur l'aplat-ventrisme de la vénérable institution puisque dans une décision rendue le 30 mai dernier, le Comité contre la torture de l'ONU affirmait malgré tout qu'il n'y a pas lieu de croire que Perea et Plagaro risquaient la torture en Espagne.

Du 18 au 25 juin dernier, une centaine de personnes ont parcouru à pied les 200 km séparant Montréal d'Ottawa dans le cadre de la marche « PERSONNE N'EST ILLÉGAL ». Ces gens revendiquent la régularisation de toutes les personnes sans-statut au Canada, la fin des déportations et des détentions de personnes migrantes et l'abolition des certificats de sécurité. Il est temps plus que jamais d'appuyer cette initiative (<http://www.solidaritesansfrontieres.org/>) et de mettre de la pression sur nos élus pour qu'ils comprennent enfin que la vie humaine doit passer avant les intérêts marchands.

Les États-Unis, le pays de Guantanamo Bay, viennent de reconnaître à Mohamed Cherfi le statut de réfugié, lui qui avait été expulsé du Canada après la violation du sanctuaire où il s'était réfugié, une première peu enviable dans l'histoire policière du pays. Après Arar, Cherfi et maintenant Perea et Plagaro, le Canada se doit de changer radicalement son attitude envers les réfugiés. Et de faire en sorte que sa réputation de terre d'accueil passe enfin du mythe à la réalité.

BRUNO DUBUC ET ISABELLE BAEZ
Comité de soutien aux prisonniers politiques basques

Amnistie International : <http://web.amnesty.org/report2004/esp-summary-fra>

Musique peu ordinaire...

Lundi 22h00
L'Oreille cassée :
musique avariée

Samedi 16h00
L'Homme Scalp :
musique du monde ordinaire

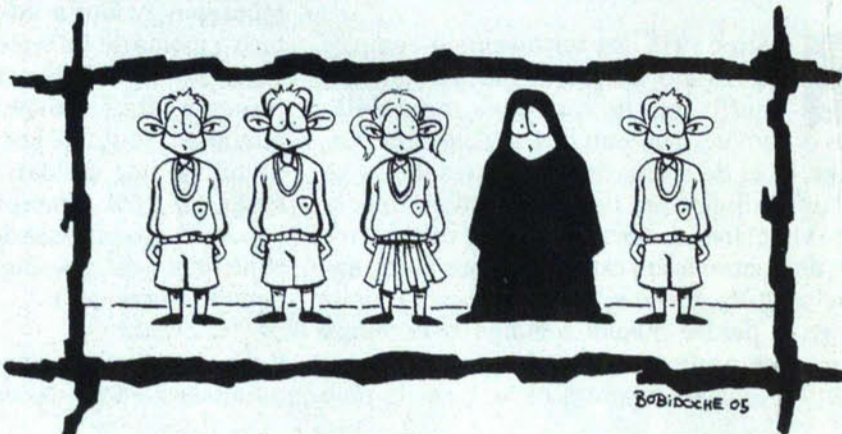
Dimanche 23h00
Fais-le toi-même :
musique domestique



CKRL MF 89.1 à Québec
câble 89.5
www.ckrl.qc.ca

La laïcité noyée dans des flots de jargonage

LE « FICHU FOULARD », ainsi nommé par le sympathique chanteur wallon Julos Beaucarne, a mis en émoi la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse. Cet organisme québécois s'est prononcé en juin sur la question de savoir si sa décision d'il y a dix ans, autorisant le port du foulard islamique dans les écoles publiques, devait s'appliquer aussi aux écoles privées. Jargonant à pleins tubes, elle a décidé que oui. Selon la Commission, le port du tchador à l'école, privée comme publique, est un « accommodement » acceptable avec une exigence religieuse.



Disons d'abord que ce mot pédant, « accommodement », qui dissimule mal un mauvais compromis, marque un arrêt déplorable dans le progrès du Québec en matière de laïcité. Mais le plus grave, c'est que la Commission se laisse bernier sur la nature véritable du foulard islamique. S'agit-il vraiment d'une exigence religieuse ? Sur cette question fondamentale, les avis sont partagés chez les islamistes eux-mêmes. Le Coran, qui n'en est pas à une contradiction près, comme d'ailleurs la Bible des chrétiens, ne permet pas de trancher la question.

En réalité le tchador répond à une exigence non pas religieuse, mais misogynne. C'est un des principaux instruments de domination et d'infériorisation de la femme. C'est pour convaincre les femmes de porter le voile que les mâles islamistes insistent sur une prétendue exigence religieuse. Les témoignages des femmes qui se voilent ne laissent aucun doute à ce propos. Or paradoxalement la commission reconnaît qu'elle est chargée de veiller au respect de l'égalité entre les femmes et les hommes. Elle trahit donc sa mission, et cherche en vain à se justifier par un « accommodement » jargonieux et non fondé.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

LE COIN DU MASOCHISTE

Il faut bien qu'au moins un canard souffre pour le bien de la canarderie. C'est malheureusement moi qu'on a choisi. Avec, je l'avoue, un peu de plomb dans l'aile, je m'astreindrai donc... à lire chaque mois pour les autres canards... La Gazette, Couac ! Le Globe and Mail Couac ! Couac ! Et le National Post, Couac ! Couac ! Couac !



Vent de panique chez nos Anglo

GRAND TEMPS DE MOROSITÉ CHEZ NOS ANGLAIS. Commission Gomery, sondages catastrophiques et maintenant grande visibilité médiatique du PQ because course à la chefferie, on ne sait plus à quel saint se vouer.

Dans le *National Post* du 8 juin, Andrew Coyne dénonce comme néfastes toutes les fois que le ROC a tenté d'accommoder le Québec. Il en nomme trois : gouvernement Mulroney, lac Meech et gouvernement Martin. C'est dans ces périodes que le séparatisme est à son zénith alors qu'il s'effondre à chacune des humiliations portées au Québec, comme le rapatriement de 82, le *Clarity Bill* et le gouvernement Chrétien. Coyne aimerait bien que Stéphane Dion laisse tomber les gaz à effet de serre pour redevenir père Fouettard. Il trouve Lucienne bien bonasse. Le Couac se chargera de transmettre le message à Paul Martin.

L'édito de *The Gazette* du 18 juin manifeste sa déception. André Boisclair n'a rien retenu de ce qu'on lui a appris à Harvard. Il se comporte comme Henri de Navarre. Pour devenir Henri IV, roi de France, ce protestant a accepté de se convertir au catholicisme, because « Paris vaut bien une messe ». Apostasie semblable de la part de Boisclair ! Comment ce jeune homme peut-il revenir de Harvard et dire que, s'il devient chef du PQ, il sera loyal au nouveau programme où il est écrit que si le parti prend le pouvoir, il dégagera des fonds pour promouvoir le séparatisme, gagner ainsi son référendum et, par la suite, déclarer unilatéralement l'indépendance. Nul doute, écrit l'éditorialiste, que si les professeurs de Boisclair avaient su, ils lui auraient refusé la note de passage. Imaginez ce nouveau programme du PQ ne pouvant apporter que fuite des capitaux, exodes, confusion, tumulte et violence. Partition rides again.

Comme mon masochisme a des limites, vous me permettrez d'aller quelques fois piger mes informations dans la chronique *La Presse du Canada* d'Antoine Robitaille. Le 18 juin, le journaliste du *Devoir* rapportait les indigestes propos de John Ibbitson parus quatre jours plus tôt dans le *Globe and Mail*.

Pour ce chroniqueur, les comtés du Québec qui tournent le dos au Bloc sont généralement plus riches et gagnés à la nouvelle économie. Ces comtés, on le sait, sont pour la plupart situés dans les banlieues cossues du *West Island* et dans les villes-dortoirs de l'Outaouais. Des villes défusionnistes en 2004 et qui, quelques mois après le référendum de 1995, ont voté des résolutions partitionnistes. Des villes où on ne retrouve que peu d'altermondialistes.

L'intention d'Ibbitson est de faire un portrait des autres comtés du Québec qui, contrairement à ces circonscriptions, ont des députés bloquistes. Il écrit que ces dernières « sont généralement pauvres, en situation de stagnation économique et menacées par un déclin démographique. [...] Au fond, ce sont des comtés pure laine : blancs, catholiques, de vieille souche et de vieille économie, c'est-à-dire : l'agriculture, l'extraction des ressources et l'industrie lourde. » Un conseil à Pettigrew, Frula et Lapierre : pour le prochain scrutin, relocalisez vous donc dans les comtés plus sûrs, parce que très post-modernes, du *West-Island* et de l'Outaouais.

CLAUDE G. CHARRON

Cachez ce sein...



LA TARTUFFERIE est à son comble chez nos voisins du sud. Depuis que la « diabolique » Janet Jackson a osé exhiber un sein pendant l'intermission du Super Bowl de 2004 devant une audience composée en partie de mineurs innocents, le visage, pardon le buste, de l'Amérique a définitivement changé. La scène offensante a duré une éternité, on le sait, « trois-quarts de seconde ou 13 « cadres » de vidéo ». On pourrait dire qu'après les attentats du 11 septembre, ce sont les images vidéo qui ont le plus choqué la Maison Blanche. L'administration Bush devait sévir et elle le fit. Après le PATRIOT Act, le NIPPLE Ban.

La première « victime » de la loi anti-tétons est, on aurait dû s'en douter, Pamela Anderson. L'actrice qui affiche fièrement ses armes de destruction massive de la morale puritaine comme une marque de commerce, a déclaré dans une interview qu'elle avait dû se scotcher les mamelons pendant un tournage pour éviter que ces légères excroissances offensent les censeurs. Les producteurs de *Desperate Housewives* ont dépensé des milliers de dollars pour faire effacer numériquement les mamelons des actrices Teri Hatcher et Nicolette Sheridan par des experts des effets spéciaux (*Ottawa Citizen* 1-6). De leur côté, les techniciens de Disney ont sorti eux aussi leurs outils électroniques pour remettre à leur place les seins agités de l'actrice adolescente Lindsay Lohan, vedette de *La Coccinelle: Tout équipée* (Herbie: *Fully Loaded*). Car si la Coccinelle est « tout équipée », Miss Lohan a dû laisser une partie de son équipement naturel dans le cyber-espace, particulièrement dans les scènes d'action, où paraît-il, le dit équipement s'agitait de haut en bas et de bas en haut à un rythme saccadé vachement offensant.

Les chroniqueurs bien-pensants s'alarment de « l'hypersexualisation » de la mode chez les adolescentes. Pauline Marois a même suggéré la création d'une commission parlementaire pour « faire face » au dénuement des nombrils. Par contre, personne ne semble être préoccupé par l'hyper-censure puritaine étasunienne qui déteint sur l'ensemble de la société, la nôtre y compris, et ça, c'est tout aussi inquiétant.

JACQUES BOUCHARD

Le black-out sur Bagdad

LA GUERRE D'IRAK, triomphalement déclarée terminée le 1^{er} mai 2003, en réalité n'a pas cessé et se poursuit aujourd'hui de plus belle. Le 30 mai dernier, on apprend que le « gouvernement » d'Irak a ajouté, selon Reuters, 40 000 soldats irakiens aux 10 000 hommes de troupe américains déjà dans Bagdad, pour tenter d'y mater la guérilla. L'opération Tonnerre était lancée. Six cents postes de contrôle. Fouille musclée de la ville quartier par quartier. La guerre.

Sait-on ce que cela veut dire? Quelles violences, quelles exactions, quelle misère, quelle peur? La force d'une soldatesque, 50 000 hommes, lâchée avec tout l'armement imaginable sur une ville, une ville vaincue!

Or voici pourquoi je souligne le fait. C'est justement parce qu'on ne peut pas savoir, dans le cas, ce que cette opération, guerre, répression, feu, veut dire. La réalité, à ce niveau, n'est aucunement dans les nouvelles. On apprend l'opération, son nom, quelques chiffres, et puis c'est tout. Par la suite, rien.

On ne connaît rien de ce qui se passe sur le terrain, dans le quotidien, dans les maisons, dans les rues, avec la population, avec les « suspects » dans les postes de contrôle, dans les casernes. Rien. C'est le black-out total. La guerre a lieu, mais c'est comme si elle n'avait pas lieu.

La censure est étanche. Les journalistes ne sont pas là. Ces vastes opérations se déroulent à ciel ouvert dans le secret le plus complet... Le fait est que dans les jours suivants l'on n'a plus entendu parler de rien. Pas de film, même muet. Pas de récit. Pas d'enquête. Pas de journalisme. Le silence. Des prisonniers, avec mention du nombre. C'est tout.

La guerre continue en Irak. Elle ne s'est jamais terminée. Elle est aussi odieuse que jamais, derrière le paravent d'un État fantoche et d'une fausse paix conclue pour maquiller la guerre.

Tout de l'opération déclenchée se passe derrière le rideau. Mais le plus curieux, ce n'est pas encore

cela; c'est plutôt que personne ne fait remarquer ce silence si suspect. Le plus étrange, ce n'est pas que les autorités militaires fassent leur besogne sous ce couvert. C'est que personne ne relève l'absence d'information. Qu'une vaste et sordide bataille ait lieu et que tout en soit caché. Qu'on sache qu'elle a lieu mais qu'on ignore comment. Avec quel désordre, accompagnée de quelles exécutions, de quelles brutalités, de quelles dévastations humaines. De quelles misères civiles.

Il y a plus étrange encore. Non seulement on ignore, mais on oublie qu'on ne sait pas et même qu'on ne veut pas savoir. L'opinion publique ne pose pas de questions, c'est un fait, mais journalistes et observateurs non plus. Le secret militaire est bien gardé, car il l'est même par ceux qui devraient s'en inquiéter.

Les attentats terroristes font la manchette, mais la répression ne fait même pas les nouvelles. On pourrait être stupéfait de cette différence. Une page toute noire et une page toute blanche. D'un côté, des explosions, des morts, des images de fumée dans le ciel, avec force reportages télévisés ou écrits. De l'autre, un écran devant lequel on ne sait ni ne voit rien. Pis: à propos duquel on ne s'interroge pas. L'opinion, paralysée, non concernée, est absente de cette page-là.

La guerre d'Irak continue, la vraie guerre, celle qu'on prétendait ne pas avoir à faire sur le terrain. La guerre est terminée officiellement. Mais en réalité elle se poursuit comme jamais, physique, au ras du sol. Mais couverte.

Les trous de l'information sont béants, dont celui-là, mais c'est que l'hypocrisie de l'envahisseur, évidente depuis 2003, s'étend jusque dans cette autre mystification, une de plus, cette fois endossée par un public lassé de ces histoires et ne demandant pas d'en savoir plus.

PIERRE VADEBONCOEUR

(G) ASTRONOMIE



PROPAGANDE



« CÉTACÉS » !

Les plus gros mammifères au monde menacés d'extinction

Ce n'est pas parce que quelques centaines de baleines, mitraillées par des milliers de caméras et de paires de jumelles, nagent en eau calme à l'embouchure du Saguenay que tout baigne dans le monde des cétacés. Si vous pensez que les baleines sont sauvées, vous avez tort.

DANS L'Océan Atlantique, des cargos heurtent et tuent des baleines franches mettant en péril leur survie. Les bélugas du Saint-Laurent sont classés comme des déchets toxiques tellement le niveau de polluants est élevé dans leur chair. Plus de 300 000 dauphins, marsouins et baleines meurent accidentellement à chaque année dans les filets de pêche.

Les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, le rejet de produits chimiques toxiques, la pollution sonore, etc. sont autant de phénomènes qui participent à la dégradation des océans. Mais la grande menace qui pèse sur les baleines du monde entier est la reprise de la chasse commerciale.

Des trous béants dans les mailles du filet

Depuis sa création en 1946 par l'ensemble des pays baleiniers, la Commission baleinière internationale (CBI) se réunit tous les ans pour décider du sort réservé aux baleines. En 1982, sous la pression des pays favorables à la protection des baleines, alors que de nombreuses baleines sont proches de l'extinction, un moratoire sur la chasse commerciale, interdisant toutes formes d'exploitation commerciale des baleines, est voté à la CBI. Entré en vigueur en 1986, le moratoire était déjà contourné par le Japon, la Norvège, l'ex-URSS, l'Islande et la Corée du Sud. Ces pays récalcitrants profitent encore de deux échappatoires dans la structure de la Convention Internationale pour la Régulation de la chasse baleinière, soit l'objection qui permet à un pays de rejeter une décision qui va à l'encontre de ses intérêts nationaux et la chasse pour des motifs dits « scientifiques ». Résultat depuis l'instauration du moratoire 25 000 baleines ont été tuées dans le cadre des opérations de chasse déclarée et 7 000 sous le subterfuge de chasse « scientifique ».

La chasse baleinière a mené l'ensemble des espèces de baleines au bord de l'extinction. Chez certaines espèces, 90 % de la population originelle a disparue. On estime à

plus de 1,4 million le nombre de baleines tuées au cours du XX^e siècle. Une fois les populations des plus grosses baleines épuisées, les pays baleiniers se sont tournés vers les espèces plus petites, en particulier le petit rorqual et le rorqual commun. Des espèces que l'on observe dans la région de Tadoussac au Québec.

Le pays du sushi: pilleur de baleines

Le Japon est le pays le plus acharné pour faire lever le moratoire sur la chasse à la baleine. Il n'a aucun scrupule quant aux moyens utilisés pour arriver à ses fins. Le commerce de la viande de baleine rapporte 52 millions d'euros par année et se pratique toujours sous couvert « scientifique », depuis presque 20 ans. Pourtant, pas un seul article n'a été publié dans une revue scientifique.

Le Japon investit dans une campagne agressive pour convaincre l'opinion publique que les baleines sont une menace pour la conservation des stocks de poissons alors que la communauté internationale reconnaît que c'est la surpêche, avec l'apparition des bateaux usines, qui est responsable de l'effondrement des stocks, notamment de 90 % des grands poissons dans tous les océans de la planète: marlin, espadon, thon et raie.

Depuis l'an dernier, le Japon a mis en place une campagne d'achat de votes dans le but de contrôler la CBI. Il octroie des aides financières à des pays en développement en échange de la garantie d'un vote en faveur de sa position. Une douzaine de pays ont déjà été achetés. De plus, le Japon ajoute de la pression en demandant qu'à l'avenir le vote soit secret de façon à ce qu'on ne sache pas qui vote pour qui et pourquoi.

Ces tactiques sont en train d'éroder l'équilibre au sein des 61 États membres de la CBI qui risque d'être à majorité simple pro-chasse (50 % des votes plus un). Pour la levée du moratoire sur la chasse commerciale, il faut une approbation à la majorité des trois quarts des membres. Ce qui donne un léger sursis aux cétacés,

mais pour combien de temps? Les Japonais sont des recruteurs rapides et ils pourraient remporter leur pari de faire lever le moratoire d'ici quelques années.

« Cétacé »

Trois pays poursuivent actuellement des activités de chasse à la baleine: le Japon, la Norvège et l'Islande. Ils tuent environ 1 550 rorquals par année et quelques cachalots.

En 2005-2006, ils annoncent que le nombre augmentera à 2137. Pour contrer cette menace, Greenpeace tente d'obtenir un arrêt complet et définitif de la chasse à la baleine et demande:

- La suppression de la chasse dite « scientifique ».
- Que la CBI devienne une organisation de protection des baleines. Rappelons, qu'en créant la CBI en 1946, les pays baleiniers voulaient contrer l'effondrement des stocks de baleine.
- La création d'un sanctuaire mondial.
- L'interdiction de commercialiser les produits de la baleine.
- Que les baleines soient toujours protégées par la Convention Internationale des Espèces de faune et de flore menacées d'extinction (CITES). Bien sûr, le Japon met tout en œuvre pour certaines baleines ne soient plus protégées par la CITES.

La 57^e rencontre de la CBI s'est déroulée, du 20 au 25 juin, dans la ville d'Ulsan en Corée du Sud. À la veille de la rencontre, Greenpeace a organisé la première marche virtuelle au monde. Ainsi, le 19 juin, les visages 51161 personnes de 122 pays, s'opposant à la chasse à la baleine, ont été projetés sur une bannière de 20 mètres par 15 mètres déployée sur la plaza Lotte, un des endroits les plus achalandés de la ville d'Ulsan.

Juste avant d'aller sous presse, nous apprenions que la proposition du Japon sur la reprise de la chasse commerciale a obtenu 23 votes pour et 29 votes contre. Les baleines peuvent respirer en paix, elles l'ont échappée belle pour cette année mais la vigilance demeure de rigueur.

CLÔDE DE GUISE

Bandits manchots

IL N'EXISTE ENCORE AUCUNE ÉTUDE SÉRIEUSE sur les effets de l'implantation d'un casino à portée de quartiers résidentiels au Québec. Cela tient à la difficulté d'isoler la variable « effet casino » dans l'offre globale de jeu et dans les campagnes publicitaires. Les loteries sont ainsi bien plus disponibles et plus médiatisées que les machines à sous. Plusieurs études montrent cependant que le jeu compulsif est en hausse et toutes suggèrent que les clientèles les plus captives et les plus vulnérables sont les 18-34 ans et les aînés, moyennement scolarisés et aux revenus assez modestes (60% des joueurs auraient un revenu familial inférieur à 40 000\$). Les jeux les plus prisés sont la loterie et les machines à sous (vidéo-poker ou bandit manchot).

Ces études que tout le monde cite mais que bien peu ont lues estiment que, outre la loterie, les machines à sous sont les favorites des « petits joueurs ». Une étude réalisée par des géographes de McGill montre que les appareils de loterie vidéo (ALV) se retrouvent surtout dans les quartiers défavorisés : « La répartition spatiale des ALV à Montréal et à Laval correspond étroitement à la géographie locale des milieux socio-économiques défavorisés. Tout effort déployé par les autorités de santé publique pour réduire le fardeau des problèmes sanitaires et sociaux liés au jeu devrait donc tenir compte de la distorsion spatiale des possibilités de gambling en milieu urbain. »¹

C'est là que ça devient intéressant. La question n'est plus tellement celle du déménagement du Casino, mais plutôt celle de l'accroissement de l'offre de jeux d'argent par le biais des machines à sous. Dans son plan stratégique 2004-2007, Loto-Québec affirme vouloir contrer le jeu compulsif, en priorité en réduisant l'accès aux ALV dans les quatre grandes villes québécoises ET dans les quartiers où le revenu des ménages est inférieur à 50 000\$. Loto-Québec cherche aussi à « regrouper les activités liées au jeu dans des zones où la dynamique sociale n'est pas fragilisée et contenir l'offre dans les quartiers où les risques de problèmes sociaux et les coûts s'y rattachant sont élevés. »

L'arrondissement Sud-Ouest est un des milieux montréalais les plus « fragilisés », où le revenu moyen des ménages se situait, selon le recensement de 2001, à 36 683\$, avec une proportion de 40% de ménages à faibles revenus. Pourquoi, dans ce cas, y déménager le plus gros contenant de machines à sous qu'on possède? C'est une contradiction évidente. D'autant plus que 80% de la clientèle des casinos québécois vient des localités alentour. Et qu'en plus, même si le nombre d'ALV diminue à chaque année, les nouvelles machines attirent de nouvelles clientèles et sont de plus en plus rentables. Elles sont aussi plus rapides, on peut miser plus gros et elles sont programmées pour favoriser le sentiment de « victoire imminente » et, ainsi, le jeu prolongé.

Si Loto Québec était fidèle à son plan stratégique, elle devrait installer son nouveau casino à Westmount.

MARCO SILVESTRO

1. J. A. Gilliland et N. A. Ross (2005) "Opportunities for Video Lottery Terminal Gambling in Montréal: An Environmental Analysis", Canadian Journal of Public Health, vol. 55. Résumé disponible à : <http://www.gamblingwatchglobal.com/archives/vlts-quebec/>

Casino — suite de la page 1.

besoin : son projet ne plaît pas), l'opposition sera plus difficile. En effet, comment être contre la vertu? Laliberté est un intouchable, un philanthrope, un créatif, un visionnaire. Ça ne l'empêche quand même pas d'être un sale con et de dire n'importe quoi à propos de conscience sociale.

Dire non à un projet néolibéral

Si on accepte que le jeu soit légal et sous contrôle étatique, on ne peut reprocher à Loto-Québec de chercher à améliorer son rendement, ses produits et ses bénéfices. On pourrait cependant questionner l'ordre patapoufien d'accroître les profits tirés du jeu. On devrait aussi se demander comment Loto-Québec atteint ses objectifs. Le philosophe Pierre Desjardins faisait remarquer dernièrement que, à l'heure de la réduction de la taille de l'État et du désinvestissement en santé, il n'est peut-être pas judicieux d'investir dans la promotion des jeux d'argent et d'augmenter l'offre de jeu. De plus, si à la fois Patapouf et le maire Tremblay ont adopté des politiques de développement durable, peut-on appeler « développement durable » une politique qui se base sur l'accroissement des revenus du jeu? Et qui offre des Hummer aux gagnants?

Par ailleurs, on reproche à McDonald's, par exemple, de cibler des clientèles captives comme les enfants dans ses publicités. Pourquoi ne questionne-t-on pas les méthodes de Loto-Québec qui réussit très bien à capter les aînés? (Comment se fait-il que le bingo communautaire soit maintenant étatisé et assujéti à la loi du profit et du rendement? Comment se fait-il qu'on installe des terminaux de Loto-Québec dans les hôpitaux?)

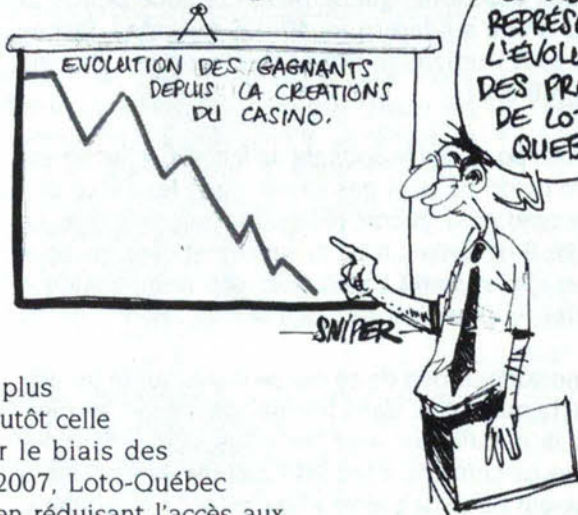
Le jeu n'est pas mauvais en soi et il ne faut pas croire que les gens ont un appétit insatiable qui les fera courir la bave aux lèvres aux portes du casino. Cependant, lorsqu'une société d'État utilise tous les principes de la manipulation publicitaire pour exploiter les sentiments les plus irrationnels de l'être humain (comme le désir d'une vie meilleure instantanée), on a le devoir de demander un temps d'arrêt, de poser des questions et d'exiger des réponses. L'accroissement de l'offre de jeu risque d'avoir des conséquences sociales néfastes et Loto-Québec doit en tenir compte (voir texte ci-contre).

De plus, la vision qui anime les développeurs montréalais crée des villes qui ne sont pas faites pour ses habitants, mais plutôt pour les touristes et les visiteurs économiques. Les aménagements urbains projetés sont des hôtels, un centre de foire, des stationnements, un tramway saisonnier, une salle de spectacle, des habitations de luxe, etc. : il n'y a rien là-dedans pour les habitants de Pointe St-Charles, rien pour assurer le redéveloppement du quartier à l'origine de l'ère industrielle canadienne. Rien sauf la lente gentrification.

Le déménagement et l'agrandissement du casino font partie d'une stratégie commerciale qui s'inscrit dans un projet néolibéral qui ne tient aucunement compte de la situation socio-économique des quartiers environnants et de la volonté des habitants locaux. C'est un projet de société néfaste, appuyé par une entreprise qui se spécialise dans la mystification et l'élucubration « cirquesque ». Tout cela n'est qu'un projet d'investisseurs et d'entrepreneurs, de ceux qui sont responsables de la portion « jeux » dans la maxime « du pain et des jeux ». De plus en plus de jeux.

Pour en savoir plus, voir le site du Collectif La Pointe d'espace libertaire www.lapointelibertaire.org

CASINOCIDE.



abonnez-vous dès maintenant!

on mesure
la liberté de presse
à son indépendance

L'AUT'JOURNAL
Avec une apostrophe pour apostropher

Le Couac
un drôle d'oiseau

LE MOUTON NOIR
plus mordant que le loup

votre soutien fait notre différence

lecouac@vif.com • mouton@moutonnoir.com • info@lautjournal.info

Les souverainistes et la proportionnelle

UN GRAND NOMBRE DE SOUVERAINISTES craignent la proportionnelle comme la peste, estimant que les francophones y perdraient face aux anglophones et allophones concentrés dans certains comtés (de la région de Montréal, surtout), qui verraient enfin leur vote servir à 100%. Voilà pourtant un mode de scrutin fait sur mesure pour eux, en plus d'être vraiment équitable. Comment cela?

Nous savons que lorsque le PQ est au pouvoir le « oui » perd du terrain; à l'opposé, lorsqu'il est dans l'opposition, il en gagne. Le pouvoir, qui épuise et mécontente, nuit ainsi à la cause. Voilà pourquoi le PQ ne devrait le prendre que lorsque les conditions sont bonnes pour gagner un référendum, considérant que son premier objectif est de réaliser la souveraineté. Ce que permettrait la proportionnelle, en quelque sorte, qui rendrait plus ardue une victoire du PQ, qui aurait besoin de plus de votes des francophones et des allophones qu'actuellement pour espérer l'emporter. Si le PQ annonce clairement ses couleurs à la veille d'élections proportionnelles, à savoir la tenue d'un référendum en cas de gain, et qu'il gagne effectivement malgré les écueils, je suis persuadé qu'il aura alors d'excellentes chances de gagner un référendum s'il l'enclenche rapidement.

Que le PQ réussisse ou non à former un gouvernement majoritaire, il pourrait compter sur d'autres partis pour lancer un référendum. Car, qui dit pro-

portionnelle, dit élection éventuelle de députés provenant de partis dits marginaux, ce qui rendrait le projet encore plus légitime aux yeux des Québécois et Canadiens.

À défaut de gouverner, le PQ resterait dans l'opposition, y ferait son travail consciencieux, parlerait de souveraineté sur toutes les tribunes et attendrait patiemment son tour.

Jusqu'à ce que les conditions soient gagnantes, autant rester dans l'opposition que de saper le « oui ». Fini le temps où ce parti devait absolument gouverner pour faire du Québec ce qu'il est devenu aujourd'hui (avec la loi 101, celle sur le financement des partis, celle anti-scab, etc.). En considérant les pouvoirs restreints dévolus aux provinces, l'essentiel est maintenant fait. Un gouvernement fédéral centralisateur, rognant sans cesse sur nos compétences tout en constituant de faramineux surpluses d'argent sur notre dos (sauf en période préélectorale!), requiert maintenant du peuple québécois un grand bond en avant, que seule la souveraineté assurera.

De quelque côtés qu'on la prenne, la proportionnelle n'amène que de bonnes choses à la grande cause. Les seuls souverainistes qui doivent craindre la proportionnelle sont ceux qui pensent d'abord aux élections plutôt qu'au référendum, dont les apparatchiks. Mais sont-ils de vrais souverainistes?

SYLVIO LE BLANC

Tu gagneras la fortune de ton boss à la sueur de ton front



GAÉTAN BRETON SOUTIENT que dans notre société néolibérale, ce sont les citoyens les plus pauvres qui sont surtaxés en plus d'être surexploités et sous-payés. Et il en fait habilement la démonstration dans *Faire payer les pauvres*. « Ce livre traite de politiques fiscales et d'économie, sphères cruciales de la vie sociale et politique », comme l'écrit si bien le Couacquiste Normand Baillargeon en préface.

foutaise et que l'État a failli à son devoir de répartir la richesse par la fiscalité. Surtout ces dernières années en diminuant l'impôt des compagnies et des grands patrons multimillionnaires, voire milliardaires. Le seul moyen de corriger cette situation inéquitable, c'est de revoir la fiscalité, soutient Gaétan Breton. Il propose l'instauration d'un revenu de citoyen pour corriger en partie les inégalités sociales. En partant du principe que les richesses d'un pays appartiennent à l'ensemble de ses citoyens et devraient donc être réparties équitablement et non pas servir à enrichir une classe d'entrepreneurs et de fils à papa privilégiés.

Dans les années 1960, écrit Breton, on pensait avoir atteint un niveau de développement qui permettrait à des populations entières de sortir de la pauvreté. Aujourd'hui, on réalise que la richesse a été détournée par une minorité de privilégiés. Le fossé entre les pauvres et les riches s'élargit, malgré la croissance économique soutenue et l'augmentation de la productivité. De là à conclure que la croissance économique profite surtout aux riches, il n'y a qu'un pas, que l'auteur n'hésite pas à franchir allègrement. De plus, les reprises économiques ne correspondent plus à des baisses du chômage. La création de richesse profite donc à la classe possédante et n'atteint plus les travailleurs.

Quand le chroniqueur moustachu des pages *Affaires* de *La Presse* et ses confrères écrivent qu'il est difficile de taxer les riches parce qu'ils ne représentent que 9 % de la population, ils oublient d'ajouter qu'ils possèdent 31 % des revenus déclarés (sans compter les fortunes dans les paradis fiscaux). En revisant la fiscalité et « en accordant le revenu de citoyenneté (15 000 \$ par année), les 40 % qui reçoivent 11 % du revenu passent à 22 %, et les 9 % qui reçoivent 31 % des revenus passent à 24 % ». Ce ne serait peut-être pas la fin des inégalités, mais tout de même un grand pas dans la bonne direction.

Il y a aussi bien d'autres choses intéressantes dans ce livre. Breton s'attaque aux biais du calcul du PIB ou du PNB, ou encore à certaines idées reçues sur le déficit accumulé, le pouvoir de taxation d'Ottawa, la dette publique où l'illusion que les *baby boomers* ont mis le Québec dans le rouge. « On oublie qu'à la mort de Maurice Duplessis, le Québec était complètement dépourvu de tout instrument nécessaire à son développement », écrit-il. C'est comme considérer les paiements de l'hypothèque sans prendre en compte que vous avez une maison. Les riches doivent payer. Ils en ont les moyens.

JACQUES BOUCHARD

Gaétan Breton, *Faire payer les pauvres*, Lux éditeur, Montréal 2005

Les entrepreneurs et les journalistes économiques des médias capitalistes prétendent que l'impôt des entreprises nuit à la création d'emploi et à la croissance économique. Il ajoutent que si l'État laisse le champ libre aux entreprises, l'économie s'auto-réglera d'elle-même grâce à la « loi naturelle du marché ». La théorie libérale classique postule que dans une économie libre, le prix est un parfait indicateur de la valeur d'un bien. C'est ce qu'on appelle familièrement la main invisible du marché. Si cette fameuse main invisible existait, chacun serait rémunéré pour son apport au système de production, et les entrepreneurs gagneraient leur juste part en organisant le travail. Il n'y aurait pas de profits à distribuer aux actionnaires, car les marchandises seraient vendues à leur juste prix, concurrence oblige.

La réalité est assez loin de cette image théorique, on le sait. Les entreprises multinationales ont trouvé toutes sortes de moyens détournés pour fausser les calculs en transférant leurs profits dans les paradis fiscaux, grâce à un réseau sophistiqué de filiales. Ces sociétés écran achètent à vil prix les matières premières dans les pays producteurs, puis les surfacturent à leurs usines rentables dans les pays industrialisés, ce qui rend ces dernières déficitaires, et leur permet en retour d'accumuler les subventions et les crédits d'impôts.

Donc, si les riches sont plus riches et les pauvres plus pauvres, c'est entre autres choses parce que la théorie de l'auto-réglementation du marché est de la

Le salaire de la misère

« Le salaire minimum vient de passer à 7,60 \$ au Québec, Il s'agit d'une augmentation de 15 c, qui touche 132 000 travailleurs. Ces derniers gagnent annuellement environ 15 000\$ en travaillant 40 heures par semaine. Statistiques Canada établit le seuil de pauvreté pour une personne seule à 20 168 \$ par année en 2004 » (www.radio-Canada.ca 7-5).

À l'impossible...

« Tout le monde savait que c'était impossible. Il est venu un imbécile qui ne le savait pas et qui l'a fait. » Marcel Pagnol

Réorientation

Les parents inquiets de la grève des travailleuses syndiquées des centres de la petite enfance (CPE) pourront dormir en paix puisque la ministre de la Famille Carole Théberge aurait annoncé des solutions de rechange en cas de grève prolongée. Michael Jackson, nous dit-elle, l'homme à la carrière chambrante, se serait porté volontaire pour accueillir les enfants nécessiteux.

La citation hors-contexte du mois

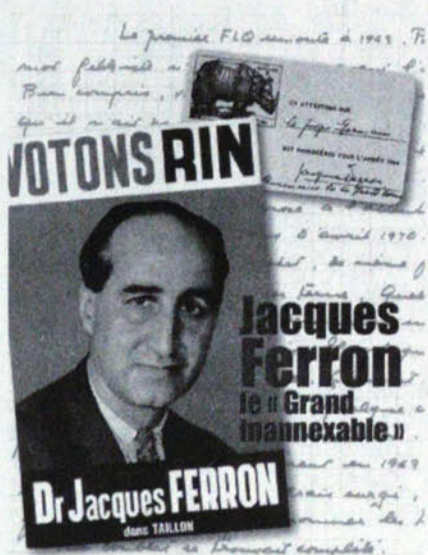
« Une revue musicale en hommage à toutes les femmes du monde est présentée sur la scène du Cabaret du Casino de Montréal jusqu'au 4 septembre. Le spectacle Femmes de coeur, femmes de tête met en vedette trois chanteurs solistes ». (source : *Presse Canadienne*, maganée par *Le Métro*, 7 juin 05).

Mode

« La mode est une forme de laideur si intolérable qu'il faut en changer tous les six mois. » Oscar Wilde



Le grand « inannexable »



JACQUES FERRON EST MORT IL Y A VINGT ANS et le dernier numéro de la revue *Possibles*, coordonné par Jacques Pelletier, est justement consacré à cet écrivain singulier et décrit comme un « Grand Inannexable ».

Je dois en faire ici l'aveu piteux : je découvre Ferron avec cette publication — qui m'a permis de mesurer tout ce que j'ai manqué et m'a donné l'irrésistible envie de commencer à fréquenter un homme et un écrivain hors du commun. Mieux : la revue m'a permis d'immédiatement commencer à lire Ferron, puisqu'on y trouve un texte inédit (il s'agit d'une conférence intitulée : *La pompe*

et le bâton) et trois historiettes sur la crise d'Octobre — en plus de sept lettres de Pierre Maheu à Ferron.

Dans sa présentation du dossier (« Un réfractaire exemplaire »), Jacques Pelletier, d'une part rappelle quelques éléments biographiques qui seront particulièrement utiles au néophyte, d'autre part situe le travail accompli par lui et ses collaborateurs dans l'histoire des études critiques consacrées à Ferron. Alors que depuis quinze ans la critique s'est surtout intéressée au Ferron intimiste et subjectif « au drame intérieur, [au] vertige qui l'habitait », les auteurs du dossier ambitionnent de se pencher sur « l'héritage social et politique [revendiqué] comme un exemple à suivre ».

Romancier, conteur, dramaturge, pamphlétaire, épistolier, Ferron considérait, trop modestement, être un écrivain mineur. Il était aussi et peut-être surtout ce que Pelletier appelle un transfuge de classe. Né dans la bourgeoisie, il fréquente ses écoles et devient médecin. Il était donc un écrivain-médecin, comme Rabelais, avec lequel il me semble d'ailleurs avoir quelques traits communs parmi lesquels un humour décapant : à preuve ce Parti Rhinocéros fondé par lui en 1963.



Mais Ferron va radicalement rompre avec ce milieu et avec son idéologie, au nom, comme il l'écrira, de la « justice sociale » et de la « noblesse de l'homme ». Pelletier rappelle quelques thèmes et temps forts du parcours de combattant de cet écrivain engagé : la lutte contre le duplessisme, la lutte pour le nationalisme et l'indépendantisme, la Crise d'octobre, la pratique (critique) de la médecine, etc.

Que peuvent nous dire et nous inviter à penser aujourd'hui cette œuvre et ce parcours ? Les articles du dossier s'efforcent pour la plupart d'explorer cette vaste question. Ceux de Louis Hamelin (sur Ferron et la Crise d'Octobre) de François Ouellet (fin et éclairant sur la « fatigue » de Ferron et la nôtre) de Luc Gauvreau (sur « L'an premier de la mécréance ») m'ont semblé tout particulièrement bien accomplir le programme que s'étaient fixé les auteurs du dossier.

NORMAND BAILLARGEON

Collectif, *Jacques Ferron, le Grand Inannexable*, Possibles, Vol. 29, Numéro 3-4, Été-Automne 2005.

Pour en savoir plus.

Site sur l'écrivain : <http://www.ecrivain.net/ferron/>

Site multimédia sur Jacques Ferron, à Radio-Canada : http://archives.radio-canada.ca/IDD-0-72-1636/arts_culture/jacques_ferron/

Par où commencer la lecture de Ferron ? On m'a suggéré de lire d'abord *l'Amélanancier* (1970). Typo — c'est le nom d'un arbre. Le livre raconte l'histoire d'une petite fille de la Rive-Sud de Montréal, de sa maison mise en péril et de sa cour arrière où se trouvent des arbres. Puis de lire ces *Les lettres aux journaux* (VLB, 1985) où sont réunis les textes d'un genre (épistolaire) que Ferron a beaucoup pratiqué.

EDMOND BAUDOIN, ce peintre bédéiste aux encres de chine tout en déliées, impressionne doublement. Il y a *La mort d'un peintre* (6 Pieds Sous Terre) qui revisite Vitrolle, fief français du FN, mais du côté de la vie, du cosmopolitisme. L'amour des rencontres et l'inévitable répression policière, bras armé du pouvoir, élèvent ce document à une poésie de résistance. Il y a aussi *Le chant des baleines* (Éditions Dupuis) qui questionne notre note personnelle dans la cacophonie du monde avec moult observations toutes nues et lancinantes...



(Albin Michel) de Chavant fait s'entrechoquer hier et aujourd'hui pour souligner que femme, liberté, sorcellerie et chasse aux sorcières vont encore trop bien ensemble. Tant qu'à reculer dans le temps des elfes et des autres petits êtres qui peuplaient à tout le moins l'imaginaire de nos ancêtres, voyons *Le grimoire du petit peuple*, 2. *La Forêt* (Delcourt) du débonnaire Dubois servi, par sept bédéistes pour autant de contes aux allures de fables entre féerie et maléfices. *Charmes fous* (Dargaud) de Corbeyran/Balez, examine en parallèle au moyen d'une histoire à rebondissements succulents, la question de la crédulité tant à travers la sorcellerie que les promesses publicitaires. Une piste ?

VALENTIN TARDI

Ne touchez à rien (Albin Michel) de Béziau/Simsolo, sur un mode de fable et de revenants, réitère que « certains subsistent en trimant, d'autres font fortune de façon insolente... » en le prouvant avec un hôtel particulier objet de spéculation acharné. *Méliane, Femmes & flammes*

Citations latines

« Veni, vidi, vici. » Jules César

« Veni, vidi, Verchères. » Bernard Landry

LES TRAVAUX





Le Couac, juillet 2005, page 8

Peut-on encore faire confiance aux médias grand public?

CERTAINS BULLETINS DE NOUVELLES TÉLÉ atteignent le million de cotes d'écoute. Le Journal de Montréal a, paraît-il, deux millions de lecteurs par jour. La Première chaîne (avec la chaîne vient le cadenas) à la radio de Radio-Canada gagne en popularité d'année en année et pourtant, le Québec compte de plus en plus d'analphabètes politiques. On n'a qu'à regarder le premier ministre pour s'en convaincre. À qui la faute?

Il est vrai que s'informer épuise en recherches, fatigue en repérage et décourage les âmes sensibles, mais disons que nos médias ne font rien pour nous rendre la vie plus facile. Plutôt que de nous servir de brillantes analyses qui nous aideraient à comprendre le monde complexe (d'un mot latin qui veut dire « tisser ensemble ») dans lequel nous vivons, la grande majorité de nos médias (loué soit Le Couac) préfère nous servir un indigeste mélange de divertissement et d'information démagogique (voir plus bas Viser les couilles)

Par un impératif de rentabilité maximum, la commercialisation de la communication médiatique se fait aujourd'hui à grande échelle, ce qui a pour conséquence de la rendre dépouillée de toute la complexité nécessaire à l'élaboration et à l'explication exhaustive des événements importants de nos réalités quotidiennes. En d'autres termes, l'informateur moderne s'adresse de plus en plus à des Forrest Gump. Et ça fait du sens lorsqu'on pense qu'un bulletin de nouvelles par exemple, c'est comme une boîte de chocolat; ça s'adresse même aux enfants et ça donne mal au cœur si t'en consommes trop.

Cette simplification du langage médiatique a pour résultat que le monde qui y est décrit n'est plus le monde dans lequel nous vivons. En fait, le mensonge médiatique réside moins (la plupart du temps) dans le fait de ce qu'un média X affirme que dans l'effort qu'il met à nous faire croire qu'il est là pour nous faire comprendre le monde. Aujourd'hui, ces mensonges sont répétés d'un média à l'autre et amènent en conclusion ce que Bourdieu nomme la « circularité de l'information »; autrement dit, la répétition d'une nouvelle (fausse ou sans importance) qui remplace la démonstration (ou lui donne l'importance qu'elle n'a pas).

Si vous lisez cet article, c'est que vous avez le Couac entre les mains et que vous connaissez déjà les solutions pour contrer cette vague d'analphabétisme; il faut lire Le Couac, il faut aller vers les médias indépendants et s'armer d'un bon sens critique.

JEAN-FRANÇOIS MERCURE



Viser les couilles

LE TÉLÉJOURNAL DE RADIO-CANADA s'ouvrait le 13 juin sur un long topo sur l'acquiescement de Michael Jackson, suivi du reportage d'une journaliste envoyée sur place pour nous raconter ça. Si vous n'aviez pas déjà vomi, la journaliste du Point annonçait à ce moment-là qu'on allait consacrer Le Point à ce sujet.

Au même moment, le G8 et le FMI donnaient de vagues promesses d'une résolution d'abolir la dette du Tiers Monde: c'est énorme, ça, et ça concerne des millions de pauvres: il faudrait donc en parler longuement au public. De plus, cette prétention du G8 est au mieux une énorme exagération de ce qu'ils veulent faire, au pire un mensonge: il faudrait donc permettre au public de le comprendre, l'aider à se faire une idée. Ce projet passerait par une vente des réserves d'or du FMI (sic!): il faudrait en dire l'existence (qui sait ça!!!) et démontrer le mécanisme financier qu'on veut mettre en œuvre. Expliquer aussi comment cette manière de faire peut tout à fait asservir encore plus les pays les plus pauvres. Ceci dit, une firme s'oppose en ce moment à ce miteux et minimal projet, fait du lobbying pour le faire échouer, because elle craint une chute de l'or: il faudrait le dire. Mais la télévision d'État préfère nous parler des habitudes sexuelles d'une vedette rock finie.

Je suis pacifiste et non-violent, mais des fois j'ai de furieuses envies de tirer et de viser les couilles...

NORMAND BAILLARGEON

Claude Picher: le Ronald McDonald de l'économie

CLAUDE PICHER, LE LÈCHE-CUL des think tanks de droite et du patronnat, se portait récemment à la défense du gouvernement Charest au sujet de la « grève dans les garderies » (La Presse 18-6). « La CSN attend beaucoup de cette bataille: si le gouvernement cède, cela signifie qu'il renie son propre cadre financier », écrit Picher. Le fait que les gouvernements aient renié leurs cadres financiers à répétition pour verser des prestations d'aide sociale de plusieurs milliards à Bombardier et ses semblables l'émeut rarement, par contre.

« Il apparaît par ailleurs assez clair que le syndicat mise sur le capital de sympathie des éducatrices. [...] Il est loin d'être évident que le syndicat, dans ce conflit, recueille l'appui de l'opinion publique. Un des meilleurs instruments pour mesurer le pouls de l'opinion publique demeure la tribune des lecteurs de La Presse », avance Picher. Et pourquoi le courrier des lecteurs du quotidien d'opinion de la rue Saint-Jacques serait-il un barème fiable de l'opinion publique? Parce que Pierre-Paul Gagné, responsable des pages Forum, publie un échantillon « représentatif » des lettres que le journal reçoit, poursuit Picher. Représentatif de quoi et de qui, là est la question!

Les lecteurs de La Presse savent qu'après les études biaisées des think tanks de droite, un des barèmes économiques favoris de Claude Picher est « l'indice Big Mac ». Selon cette théorie loufoque le prix du Big Mac dans les grandes villes du monde serait un indice économique fiable sur le coût de la vie. La mesure de l'opinion publique par le courrier des lecteurs de La Presse relève du même genre de raccourci fantaisiste. On pourrait dire que Claude Picher est à l'économie ce que Ronald MacDonald est à la gastronomie.

On se souviendra, par exemple, qu'à l'automne 2002, au moment où la grande majorité des Québécois s'opposait à l'invasion de l'Irak, Pierre-Paul Gagné se désolait d'avoir reçu 81 courriels s'opposant à l'attaque étasunienne et aucun l'appuyant (La Presse 28-10-02). Il avait sollicité les lecteurs de La Presse en ces termes: « Existe-t-il une seule personne dans la région de Montréal qui soit favorable à une intervention militaire américaine en Irak? ». Une semaine plus tard, il se réjouissait d'un nouveau score de 88 contre et 14 pour (La Presse 4-11-02). Quelle drôle de façon de sonder l'opinion publique.

Quelques mois plus tard, alors que les Québécois étaient toujours aussi massivement opposés à l'invasion de l'Irak, La Presse (1-2-2003) titrait son courrier « Une guerre justifiée? » (remarquez le ton affirmatif malgré le point d'interrogation). Ce coup là, l'échantillon « représentatif » comptait trois lettres appuyant la guerre et deux s'y opposant, le tout publié sur deux colonnes en donnant autant d'espace aux deux camps. Difficile de faire plus biaisé.

Même si le choix des lettres présente une diversité de points de vues sur un sujet, l'importance qu'on donne à certaines opinions par rapport à d'autres est loin de refléter la tendance de l'opinion publique. Et si on s'y attarde un peu on réalise qu'inmanquablement, comme par hasard, la majorité des lettres des lecteurs ont surtout tendance à appuyer la ligne éditoriale du journal. Quand elles la contredisent, l'opinion est toujours modérée, et celles qui la contredisent trop radicalement sont sys-

tématiquement écartées. L'auteur de ces lignes et plusieurs confrères pourraient en témoigner. Tous ceux qui sont familiers avec la fabrication d'un journal, y compris Claude Picher, savent que la sélection des lettres d'un courrier des lecteurs dépend d'une série de facteurs arbitraires et subjectifs.

Dans le cas qui nous préoccupe, la grève dans les garderies, Gagné a retenu cinq lettres pour publication: « une se porte à la défense des garderies à 7 \$, une autre propose de moduler le tarif en fonction du revenu des parents, et les trois autres condamnent sans équivoque le comportement du syndicat », écrit Picher. Bien entendu, le choix des lettres nous présente différentes opinions, mais en aucun cas le nombre de pour ou contre ne représente le pourcentage de l'opinion publique qui appuierait un camp ou l'autre. D'ailleurs, le 21 juin, le courrier était titré « Des appuis à Jérôme Forget » et les cinq lettres appuyaient la marraine des PPP. Comment pourrait-on croire que 100 % des Québécois appuient le gouvernement Charest, alors qu'il est au plus bas dans les sondages?

Le courrier des lecteurs de La Presse sert souvent à faire accepter une conception fidèle à l'opinion du patronnat, des propriétaires de La Presse et de leurs intellectuels à gages, en faisant croire qu'il s'agit du reflet de l'opinion publique. Le courrier des lecteurs de La Presse, comme le reste des pages éditoriales, est un outil de manipulation de l'opinion publique, et non son reflet.

JACQUES BOUCHARD

CLIENTÉLISME



Ce Honduras qu'on ne connaît pas

Ce que Radio-Cadenas ne dit pas (et ne dira jamais)

Le 7 juin dernier, Radio-Canada nous apprenait que « Un jeune Québécois a été assassiné au Honduras, dimanche, lors d'une embuscade tendue par des brigands contre l'autocar dans lequel il voyageait avec son amie de coeur. »

La télévision d'État, qui devient de plus en plus une compétitrice direct du Journal de Montréal, précisait ensuite que « [Sa copine], encore sous le choc, a raconté que deux brigands ont intercepté le véhicule pour dévaliser les passagers. Ils ont brandi des armes et demandé à tout le monde de se coucher. L'un des voleurs s'est approché de [sa copine], puis l'a sortie du banc pour atteindre des sacs. Jocelyn Massé aurait alors levé les yeux pour voir où le voleur emmenait son amie de coeur, et l'autre voleur lui a tiré une balle dans la tête. » Ça c'est de l'information!

Sur la situation politique du Honduras qui mène à de tels événements, pas un mot sinon l'avertissement que « le ministère des Affaires étrangères du Canada prévient les voyageurs canadiens des dangers de voyager au Honduras ». Bref, restez chez vous et posez-vous surtout pas de questions...

Voici maintenant la lettre d'une jeune coopérante sur le même événement. Un texte qui devrait faire rougir de honte les journalistes de Radio-Canada, si tant est qu'il leur reste un semblant de conscience professionnelle.

UN PAYS DANGEREUX POUR LES TOURISTES. Voilà ce qu'on retient du Honduras à la suite de l'assassinat sordide du jeune québécois Jocelyn Massé. Alors que bien peu de gens connaissaient l'existence de ce pays joutant le Guatemala, le Nicaragua et le Salvador, il aura fallu un événement fort regrettable pour qu'on commence à en parler.

L'embuscade tendue par des brigands de chemin a eu lieu dimanche dernier. Deux jours avant cet épisode fatidique, je rentrais au Québec après un séjour de deux mois comme coopérante volontaire au Honduras. Trois jours avant mon départ, un quidam armé s'est introduit dans l'aéroport de Tegucigalpa, la capitale, et a tiré nombre de coups de feu. Este es Honduras. Este es el mundo.

Oui, le Honduras peut être un pays dangereux. Mais pas pour les touristes. Pour sa propre population avant tout.

Près de 80 % de la population hondurienne survit. Tout le monde travaille au Honduras, mais personne n'a d'argent. Ceux qui détiennent le pactole n'ont pas à s'échiner à l'ouvrage. Les millions affluent de toutes parts du monde. L'aide financière internationale n'existe pas. Le magot demeure

entre les murs du palais présidentiel, même s'il y a longtemps qu'il n'y a plus de place pour tous ces billets. Vous en seriez bien surpris.

Le peuple hondurien ne connaît rien des dédales des tractations politiques, sinon l'essentiel. Le président Ricardo Madura n'a aucun projet social pour son pays. Lorsque les gens entendent parler de ce fantoche, c'est pour apprendre qu'il vient encore de vendre leurs richesses. Le président n'en est pas un, c'est un habile contorsionniste qui pratique l'aplat-ventrisme avec une hypocrisie et une amoralité dépassant tout entendement. Encore là, ce n'est pas un problème hondurien, mais bien un problème mondial. Tous gags devant les Amerloques.

Pendant ce temps, des enfants parcourent les dépotoirs à la recherche de vieilleries qu'ils pourront vendre pour quelques lempiras. Des vieillards sans dents maintes fois happés par des voitures quêtent dans la rue. Des médecins, faute de ressources, ne prescrivent pas les médicaments appropriés. Des enfants doivent vendre suffisamment de sacs d'eau et de mangués pour éviter de se faire battre par des parents éreintés.

Sous une chaleur suffocante, le chaos est bien palpable au Honduras. La vie est un American dream pour ceux qui ne connaîtront toujours que la survivance. Désenchantés, des jeunes trouvent refuge dans la colle, qu'ils têtent comme un biberon le soir venu sous leurs couvertures de carton. D'autres se réunissent en bandes et commettent larcins et crimes plus graves. Comme attaquer des autobus. Pour l'argent.

Pendant ce temps, le gouvernement hondurien promet de resserrer les règles de sécurité pour les voyageurs du pays. A la mierda!, comme on dit dans les rues de Tegucigalpa. Encore une manière d'esquiver le problème.

Je ne cherche pas ici à excuser les gens qui ont impunément tué Jocelyn Massé. Je veux seulement rappeler que les problèmes du Honduras ne sont pas que ceux du Honduras. Le non-partage des richesses entre habitants d'une même planète engendre la violence, la corruption et autres atrocités. Au point même de saper la vie de nombreux innocents qui n'ont rien décidé de toute cette logique absurde.

Je termine en offrant mes condoléances aux familles éplorées. Je suis certaine que Jocelyn Massé a trouvé les mêmes vérités que moi au Honduras. Des humains qui nous mettent en garde contre les dangers de l'inhumanité de cette humanité de frontières...

GABRIELLE GAGNON